



CONSEIL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

21 janvier 2019

Le Conseil des affaires étrangères, présidé par M^{me} Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débutera à 9 heures par un débat sur les **questions d'actualité**, qui permettra aux ministres de passer en revue les problèmes pressants à l'ordre du jour international.

Les ministres des affaires étrangères auront une discussion sur le **plan d'action contre la désinformation** qui a été présenté par la Commission européenne et la Haute représentante le 5 décembre 2018. Ils procéderont à un échange de vues sur la mise en œuvre de ce plan. Les ministres devraient concentrer leur attention sur les aspects extérieurs des défis de la désinformation.

Le Conseil aura une discussion préparatoire en vue de la **réunion ministérielle UE-Ligue des États arabes** qui doit se tenir à Bruxelles le 4 février 2019, en amont du sommet prévu les 24 et 25 février 2019 en Égypte.

Le Conseil tiendra également une discussion sur la 22^e **réunion ministérielle UE-ASEAN**, qui aura lieu le même jour à Bruxelles. Le Conseil devrait adopter des conclusions sur les relations entre l'UE et l'ASEAN.

Le Conseil devrait adopter plusieurs décisions et conclusions sans débat, notamment des conclusions sur la situation au Nicaragua.

Possibilités de point presse:

Lundi 21 janvier

- +/- 08:45 Déclaration de la haute représentante, M^{me} Federica Mogherini, avant la session
- +/- 12:45 Conférence de presse à l'issue du Conseil des affaires étrangères
- +/- 18:15 Conférence de presse à l'issue de la réunion ministérielle UE-ASEAN

Mardi 22 janvier

- +/- 13:00 Conférence de presse à l'issue de la réunion ministérielle UE-UA

[Conférences de presse et manifestations publiques par transmission vidéo](#)
[Transmission vidéo, téléchargeable en format "diffusion" \(MPEG 4\), et galerie de photos](#)

¹ La présente note a été élaborée sous la responsabilité du service de presse.

Actualité

La session du Conseil des affaires étrangères débutera par un examen des problèmes pressants à l'ordre du jour international. Cet examen portera notamment sur le **Venezuela**: les ministres des affaires étrangères mentionneront les derniers développements dans le pays, et la haute représentante informera les ministres de l'état d'avancement des travaux exploratoires actuels relatifs à la mise en place d'un groupe de contact international qui pourrait, si les conditions sont remplies, contribuer à faciliter un processus politique.

The High Representative and foreign ministers may also touch on the latest developments in Syria, and ahead of the foreseen discussion at the informal meeting of foreign ministers (Gymnich) on 31 January-1 February in Bucharest and of the third Brussels conference on supporting Syria and the region.

La haute représentante et les ministres des affaires étrangères pourraient également évoquer les derniers développements survenus en **République démocratique du Congo**, à la suite de l'élection présidentielle du 30 décembre 2018. La haute représentante et les ministres des affaires étrangères pourraient en outre évoquer les derniers développements en **Syrie**, en préparation de la discussion prévue à leur réunion informelle (Gymnich) le 1er février à Bucarest, ainsi que dans la perspective de la troisième conférence de Bruxelles sur le soutien à la Syrie et aux pays de la région.

The High Representative and foreign ministers may also touch on the latest developments in **Syria**, and ahead of their planned discussion at their informal meeting (Gymnich) on 31 January - 1 February in Bucharest and of the third Brussels conference on supporting Syria and the region.

[Déclaration de la haute représentante, au nom de l'UE, concernant le nouveau mandat du président Maduro \(10 janvier 2019\)](#)

[Déclaration de la haute représentante, au nom de l'Union européenne, sur les relations avec la République Démocratique du Congo à la veille des élections \(28 décembre 2018\) et Déclaration de la porte-parole sur la situation en République Démocratique du Congo \(23 Janvier 2018\)](#)

[L'UE accueillera la troisième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région \(27 septembre 2018\)](#)

Plan d'action contre la désinformation

Le Conseil aura une discussion sur le plan d'action contre la désinformation qui a été présenté par la Commission européenne et la haute représentante le 5 décembre 2018. Conformément aux conclusions du Conseil européen de juin 2018, ce plan d'action prévoit des actions à prendre par l'UE, en coopération avec les États membres, pour relever le défi que constitue la désinformation. Dans ses conclusions du 14 décembre 2018, le Conseil européen a demandé la mise en œuvre rapide et coordonnée du plan d'action conjoint de manière à consolider les capacités de l'UE, à renforcer les réponses conjointes et coordonnées entre l'Union et les États membres, à mobiliser le secteur privé et à accroître la résilience de la société face à la désinformation.

Les ministres des affaires étrangères procéderont à un échange de vues sur la mise en œuvre du plan d'action en se concentrant sur ses aspects extérieurs. Le Conseil des affaires générales a débattu de la désinformation lors de sa réunion du 8 janvier 2019, en tenant compte en particulier des prochaines élections européennes.

Les ministres des affaires étrangères devraient discuter de la manière d'établir des partenariats et de partager les ressources ainsi que de développer les bonnes pratiques avec les partenaires internationaux de l'UE, en particulier l'OTAN et le G7, pour lutter contre la menace de la désinformation et de l'ingérence étrangère. Les débats pourraient également porter sur la coopération avec la société civile dans la lutte contre la désinformation, y compris avec les organisations de la société civile, les ONG, les entreprises et le monde universitaire. Les ministres des affaires étrangères pourraient également mentionner l'organisation de campagnes de sensibilisation à la désinformation.

Les ministres pourraient en outre discuter de l'importance de s'attaquer à la désinformation dans le contexte plus large des menaces hybrides, de l'ingérence étrangère et de la communication

stratégique. Enfin, ils pourraient également mentionner le travail effectué par les trois task forces sur la communication stratégique du Service européen pour l'action extérieure, créées afin de promouvoir des discours fondés sur des faits concernant l'UE dans les pays du voisinage oriental et méridional et dans les Balkans occidentaux. La task force East StratCom travaille également sur l'identification et l'analyse de la désinformation pro-Kremlin ainsi que sur la sensibilisation à cet égard. À la faveur des près de 4000 cas de désinformation mis au jour, cette action a été largement reconnue. Pour des exemples, voir à l'adresse suivante: <https://euvdisinfo.eu/>.

[Plan d'action contre la désinformation, 5 décembre 2018](#)

[Conclusions du Conseil européen, 14 décembre 2018](#)

[Résultats de la session du Conseil des affaires générales du 8 janvier 2018](#)

Réunion ministérielle UE-Ligue des États arabes

Le Conseil tiendra un débat préparatoire en vue de la cinquième réunion ministérielle UE-Ligue des États arabes (LEA), qui doit se tenir à Bruxelles le 4 février 2019, en amont du premier sommet entre les deux parties, prévu les 24 et 25 février en Égypte. Cette réunion ministérielle sera l'occasion de réaffirmer le partenariat entre l'Union européenne et la LEA sur un certain nombre de questions régionales, ainsi que la nécessité de coopérer pour relever les défis communs dans la région par l'obtention de résultats concrets.

La décision d'organiser le sommet a été prise à la suite de la visite que le président Tusk et le chancelier Kurz ont effectuée en Égypte le 16 septembre 2018, ainsi que du sommet informel qui a eu lieu à Salzbourg les 19 et 20 septembre. Dans ses conclusions du 18 octobre 2018, le Conseil européen s'est félicité de la tenue du sommet.

Les ministres procéderont à un échange de vues sur l'état d'avancement de la préparation de la réunion ministérielle. Ils examineront en particulier les questions régionales qui sont susceptibles d'être abordées au cours de la réunion ministérielle à venir, telles que les crises régionales, la migration, la lutte contre le terrorisme et le changement climatique.

La Ligue des États arabes est le seul groupement panarabe réunissant tous les pays arabes. Il comprend 21 États membres d'Afrique et du Moyen-Orient: l'Algérie, l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Comores, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, la Mauritanie, le Maroc, Oman, la Palestine, le Qatar, la Somalie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen. La Syrie a été suspendue de l'organisation en 2011.

Depuis la signature d'un protocole d'accord en 2015, l'UE et la LEA entretiennent des relations approfondies, y compris des réunions ministérielles bisannuelles et des réunions annuelles entre le Comité politique et de sécurité de l'UE et les représentants permanents de la LEA. Par ailleurs, l'UE et la LEA ont lancé en 2015 un dialogue stratégique visant à développer la coopération opérationnelle euro-arabe sur les questions de sécurité.

[Ligue des États arabes \(SEAE\)](#)

[Intervention de la haute représentante, M^{me} Mogherini, lors de la session d'ouverture du 29^e sommet de la Ligue des États arabes, 15 avril 2018](#)

[Relations UE-Ligue des États arabes: communiqué conjoint du Comité politique et de sécurité de l'UE et des représentants permanents de la Ligue des États arabes, 28 novembre 2017](#)

Relations UE-ASEAN

Le Conseil débattrait de la coopération entre l'UE et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), en vue de la 22^e réunion ministérielle UE-ASEAN, qui aura lieu le même jour à Bruxelles (voir ci-dessous). Le Conseil devrait adopter des conclusions sur les relations entre les deux parties.

Dans ses conclusions, le Conseil devrait se féliciter des résultats de la réunion que les dirigeants de l'Union européenne et de l'ASEAN ont tenue à Bruxelles le 19 octobre 2018. Il devrait y indiquer que l'UE a un intérêt stratégique à renforcer ses relations avec l'ASEAN et que le Conseil est résolu à approfondir les relations en 2019. Il soulignera son soutien à l'intégration régionale de l'ASEAN.

Les ministres pourraient examiner l'ordre du jour de la réunion ministérielle UE-ASEAN, qui porte notamment sur le renforcement des relations, la promotion de la connectivité UE-ASEAN, la consolidation du dialogue et de la coopération en matière de sécurité, l'environnement et la lutte contre le changement climatique, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des discussions constructives sur les principaux défis auxquels sont confrontés l'Europe, l'Asie du Sud-Est et le monde.

[Relations UE-ASEAN \(fiche d'information\)](#)

[Les dirigeants de l'UE et de l'ASEAN ont eu une rencontre à haut niveau en vue de renforcer la coopération, 19 octobre 2018](#)

Autres points

Le Conseil devrait adopter un certain nombre de décisions et de conclusions sans débat, notamment des conclusions sur le Nicaragua.

Conclusions du Conseil sur le Nicaragua

Le Conseil devrait adopter des conclusions sur la situation au Nicaragua. Depuis avril 2018, les forces de sécurité et des groupes armés progouvernementaux répriment brutalement les manifestations dans le pays, ce qui a conduit à des affrontements, fait des centaines de morts et de blessés et entraîné l'arrestation de centaines de citoyens, des irrégularités de grande ampleur et des situations d'arbitraire ayant par ailleurs été constatées dans les procédures de détention et les procédures judiciaires.

Le Conseil devrait souligner que les mesures récentes visant les organisations de la société civile et les médias indépendants constituent une nouvelle atteinte à la démocratie, aux droits de l'homme et aux libertés civiles, et aggravent la crise politique et sociale. L'UE devrait condamner fermement la répression de la presse et de la société civile et le recours à la législation antiterroriste pour réprimer les opinions divergentes au Nicaragua.

Le Conseil devrait insister sur le fait qu'il est disposé à faire usage de tous les moyens d'action dont il dispose pour contribuer à une sortie négociée et pacifique de la crise actuelle et à réagir à une nouvelle dégradation de la situation en matière de droits de l'homme et d'état de droit.

[Déclaration de la haute représentante au nom de l'UE sur la situation au Nicaragua, 10 octobre 2018](#)

[Déclaration de la porte-parole sur la révocation du statut légal d'organisations de la société civile et de journalistes au Nicaragua, 15 December 2018](#)

Réunion ministérielle UE-ASEAN

La réunion ministérielle UE-ASEAN réunira les ministres des affaires étrangères de l'UE et leurs homologues des dix États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Elle sera coprésidée par la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, et le ministre des affaires étrangères de Singapour, Vivian Balakrishnan.

Les deux parties discuteront de la coopération sur les questions régionales et internationales, y compris les défis mondiaux tels que le changement climatique et le renforcement du système multilatéral fondé sur des règles.

Elles auront également un échange de vues sur l'évolution récente de la situation dans l'UE et dans les pays de l'ASEAN.

Cette réunion sera par ailleurs l'occasion de faire le point sur les relations UE-ASEAN et sur les efforts menés en vue de l'établissement d'un partenariat stratégique.

Les ministres des affaires étrangères examineront comment renforcer la coopération UE-ASEAN en ce qui concerne la connectivité. Les deux parties se pencheront aussi sur les domaines prioritaires pour 2019, comme le renforcement de la coopération en matière de sécurité, y compris la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, la sûreté maritime et la cybersécurité.

Les dix États membres de l'ASEAN sont les suivants: Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar/Birmanie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viêt Nam.

[Réunion ministérielle UE-ASEAN, 21/1/2019](#)

[Relations UE-ASEAN \(fiche d'information\)](#)

[Les dirigeants de l'UE et de l'ASEAN ont tenu une réunion à haut niveau en vue de renforcer la coopération, 19 octobre 2018](#)

Réunion ministérielle Union européenne-Union africaine

La première réunion ministérielle UE-UA entre deux sommets se tiendra les 21 et 22 janvier à Bruxelles. Les ministres des affaires étrangères de l'UE débattront de la coopération UE-UA avec leurs homologues africains. La réunion ministérielle portera sur trois grands thèmes:

- aspects politiques: paix, sécurité et gouvernance;
- aspects économiques: échanges commerciaux, investissement et intégration économique;
- multilatéralisme: renforcement de la coopération au service d'un ordre mondial fondé sur des règles.

Le débat devrait porter essentiellement sur la mise en œuvre des conclusions du 5e sommet UA-UE, qui s'est déroulé les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, marquant une étape de l'évolution vers un partenariat encore plus étroit, mutuellement bénéfique et mieux adapté à un contexte mondial en évolution rapide.

En ce qui concerne les aspects politiques, les ministres pourraient évoquer le protocole d'accord sur la paix, la sécurité et la gouvernance signé par l'UA et l'UE le 23 mai 2018, qui donne aux deux organisations la possibilité de coopérer et d'œuvrer de manière plus stratégique sur ces trois thèmes.

En ce qui concerne les aspects économiques, les ministres pourraient examiner la proposition de la Commission relative à une alliance Afrique-Europe pour un investissement et des emplois durables. La proposition définit un programme économique global qui complète le volet politique du partenariat et qui est centré sur la création d'emplois, réunissant les différentes composantes des actions menées pour créer des conditions propices à l'investissement, favoriser l'investissement dans les secteurs critiques que sont les solutions numériques, l'énergie, les transports et l'agriculture, et veiller à ce que les compétences nécessaires soient disponibles. L'UE reste le plus grand partenaire de l'Afrique en termes d'échanges commerciaux et d'investissement: en 2016, elle était à l'origine d'environ 40 % des investissements directs étrangers, pour une valeur de 291 milliards d'euros.

Pour ce qui est du multilatéralisme, les ministres devraient discuter des moyens de tenir les engagements pris lors du sommet d'Abidjan d'intensifier la coopération UE-UA sur la scène mondiale, en travaillant ensemble afin de promouvoir un ordre mondial fondé sur des règles et articulé autour des Nations unies et d'œuvrer à un multilatéralisme efficace. L'UA et l'UE ont appelé à un renforcement de leur engagement mutuel et sont convenues de consolider leur dialogue politique à haut niveau afin d'adopter une approche plus coordonnée et des positions convergentes dans les négociations internationales et d'identifier de nouveaux domaines de coopération. Les ministres pourraient mentionner la coopération trilatérale entre l'UA, l'UE et l'ONU, qui est un développement positif démontrant comment la coopération peut faire la différence dans les zones de crises, ainsi que pour faire face aux défis mondiaux.

[Réunion ministérielle UE-Union africaine, 21-22/1/2019](#)

[L'Afrique et l'UE](#)

[Déclaration finale du sommet UA-UE organisé à Abidjan](#)

[Vers une nouvelle "Alliance Afrique - Europe" \(communiqué de presse de la Commission, 12/9/2018\)](#)